Déclaration – Algérie : « Pouvoir dégage ! »

samedi 2 mars 2019, par Réseau syndical international de solidarité et de luttes (Date de rédaction antérieure : 28 février 2019).

L'Algérie est à la croisée des chemins. Le pouvoir en place ne va pas pouvoir prolonger Bouteflika, pour un 5è mandat, sans heurts. Depuis 20 ans, Bouteflika est l'homme de paille de généraux qui ont pris le pouvoir à la suite d'un véritable putsch militaire. Depuis 20 ans les clans auxquels ils appartiennent se partagent les richesses du pays au détriment d'une population de plus en plus pauvre. La rente pétrolière dilapidée, il ne restera plus grand chose au peuple algérien. Pourtant, ces rapaces tiennent à spolier le pays jusqu'au bout, en présentant un président très malade et incapable d'assurer quoi que ce soit à la tête de l'Etat – sauf les intérêts de certaines castes militaires et aujourd'hui de leurs héritiers.

Depuis 20 ans, ce pouvoir a vidé l'espace politique de toute opposition crédible, à coup de pots de vin et de pressions. Depuis 20 ans, les démocrates du pays sont harcelés par tous les moyens possibles. Parmi elles et eux, les syndicalistes autonomes du Snapap (Confédération Générale Autonome des Travailleurs et Travailleuses en Algérie) peuvent en témoigner : licenciements abusifs, écoutes, filatures, pressions, arrestations, procès sans fin, tentative d'assassinat déguisée en accident, rien ne leur a été épargné. Les blogueurs un peu trop subversifs sont eux aussi embarqués par les services de sécurité et victimes de peines de prison après des procès de pure façade. Cela fait des années que la pression monte dans le pays, le 5è mandat du président Bouteflika est l'excès de trop. Les appels à manifester se sont répandus à toute vitesse sur les réseaux sociaux que ne peut contrôler le pouvoir… et la population a répondu à l'appel.

Le vendredi 22 février, des centaines de milliers de personnes sont sorties dans la rue pour manifester leur colère et leur volonté d'un changement démocratique. « Bezzaf/C'est trop ! » scande le peuple algérien dans de nombreuses villes : Annaba, Setif, Alger, Tiaret, Relizane, Bordj Manaiel, Bougâa, Mechdellah, Boumerdes, Bejaia, Djelfa, Ain El Beida, Bouira, Oran. Les marches ont été pacifiques mais les manifestant-es et ont été copieusement arrosé-es de gaz et par des canons à eau. La police a procédé à de nombreuses arrestations, à fait prononcer des condamnations immédiates par une justice aux ordres, embarquant même des avocats, intellectuels et des membres de la société civile.

Mardi 26, les lycén-nes et étudiant-es sont également sortis des facs pour protester ; à Alger ou à Tizi Ouzou la police a fermé les accès aux universités, bloquant à l'intérieur et à l'extérieur étudiant-es et professeurs. Les jours suivants, ce sont les journalistes qui se sont rassemblé-es pour dénoncer les directives du pouvoir leur interdisant de rendre compte des manifestations. Le 22, les chaînes algériennes n'ont rien diffusé des mobilisations massives partout dans le pays. Les avocats se mobilisent aussi, avec des marches et des rassemblements dans les villes du pays, le 27 et le 28.

La CGATA, dans un communiqué en date du 27, « appelle tous les travailleurs et travailleuses, au niveau national, à rejoindre le peuple lors de la marche du Vendredi 1 Mars 2019 car il s'agit de notre pays et de notre avenir pour crier fort notre refus du cinquième mandat et pour exiger la rupture avec un régime honni ».

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes apporte tout son soutien aux algériens et algériennes qui demandent la démocratie en Algérie. Nous exprimons, en particulier, notre

solidarité à nos camarades de la CGATA que nous savons actifs et actives dans ce moment, comme ils et elles l'ont toujours été pour défendre les droits et les libertés dans le pays. Toute notre solidarité et nos vœux de réussite pour la mobilisation du 1er mars !

Nous demandons au pouvoir français de ne pas soutenir cette parodie d'élections qui va se dérouler dans quelques semaines et de cesser de faire semblant, comme tous ses prédécesseurs, que rien ne se passe en Algérie.
Il ne s'agit plus simplement d'écarter Bouteflika aujourd'hui, il s'agit de changer le système

Que la lutte du peuple algérien soit victorieuse !

Démocratie pour l'Algérie !

28 février 2019

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

الكنفدرالية العامة المستقلة للعمال في الجزائر

النقابة الوطنية المستقلة للمستخدمين الإدارة العمومية

ALGER DEGAGE

APPEL AUX TRAVAILLEUSES ET AUX TRAVAILLEURS

Le Président de la CGATA
Mr Malaoui Rachid

P.-S.

- http://www.laboursolidarity.org/Algerie-Pouvoir-degage